

GROULX, Lionel-Henri. *Où va le modèle suédois ? État-providence et protection sociale*. Paris-Montréal, L'Harmattan - Les Presses de l'Université de Montréal, 1990, 154p.

André Joyal

Volume 22, numéro 3, 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702895ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702895ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Joyal, A. (1991). Compte rendu de [GROULX, Lionel-Henri. *Où va le modèle suédois ? État-providence et protection sociale*. Paris-Montréal, L'Harmattan - Les Presses de l'Université de Montréal, 1990, 154p.] *Études internationales*, 22(3), 634–638. <https://doi.org/10.7202/702895ar>

On peut se demander comment des spécialistes d'une telle érudition et d'une objectivité au-dessus de tout soupçon ont pu se tromper sur la véritable situation, à quelque mois d'intervalle de la déclaration en faillite du système communiste.

Presque toutes les études de ce volume comportent des prévisions, des réflexions sur les perspectives économiques et politiques. On peut excuser les erreurs de pronostic quand on tient compte du fait que parmi toutes les branches économiques, l'industrie la plus développée dans les pays de l'Est a été l'industrie du mensonge, allant de la falsification des statistiques à la désinformation la plus totale. On ne peut pas demander aux économistes et aux politologues occidentaux d'être en même temps des détectives.

Dans l'évaluation de la crise actuelle et de ses conséquences il faut tenir compte du manque de légitimité de tous les régimes installés par Staline en 1945-48. Les élections n'étaient pas des élections, les maréchaux étaient de simples sous-officiers comme Tito et ainsi de suite. Dans ce manque total d'authenticité, se trouve la racine la plus profonde des malheurs de ces soi-disant «révolutions» qui n'étaient que des invasions, des coups d'État et des impostures.

Il y a longtemps que Mme Carrère d'Encausse avait donné le signal d'alarme sur «l'empire éclaté». Elle avait signalé l'explosion démographique des populations musulmanes d'Asie centrale, la plus grande partie d'origine turque.

Il serait dommage que ce livre soit jeté aux oubliettes. Une nouvelle édition mise à jour rendrait de grands

services à tous les chercheurs qui s'intéressent aux problèmes de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est.

Emmanuel NEUMAN

*Institut international
des sciences administratives,
Bruxelles*

GROULX, Lionel-Henri. *Où va le modèle suédois? État-providence et protection sociale*. Paris-Montréal, L'Harmattan - Les Presses de l'Université de Montréal, 1990, 154p.

Déjà depuis plusieurs années des intellectuels suédois invitent leurs vis-à-vis européens et nord-américains à ne plus considérer leur système socio-économique comme un exemple à suivre. L'herbe étant cependant, toujours plus verte chez le voisin, la tentation de se référer à la Suède pour s'en prendre aux carences des politiques sociales et économiques de son pays demeure toujours très forte. Mais avec le temps, les faits ne trompent pas et les préjugés laissent place à une vision plus réaliste des choses. Démontrant des signes indiscutables d'essoufflement, Le «modèle suédois ne répond plus» titrait *Le Monde* du 12 décembre 1990 tout en précisant que d'aucuns annoncent sa mort et l'effacement de la social-démocratie. Un taux d'inflation qui dépasse les deux chiffres et un fort ralentissement de la croissance économique obligent de sévères remises en considération. Un tel contexte suscite l'intérêt envers un ouvrage destiné justement à faire le point sur l'évolution récente de l'État-providence et de la protec-

tion sociale d'un pays dont le niveau de vie a dépassé celui du Canada voilà plus de vingt-cinq ans.

À la faveur d'un séjour prolongé en Suède, Lionel-Henri Groulx, spécialiste des politiques sociales et de l'histoire du travail social de l'Université de Montréal, fournit un éclairage sur la situation de l'État-providence qu'il associe à l'idée de démocratie grâce au lien entre la croissance économique et la justice sociale. Avec raison, l'auteur souligne, suite aux très sérieuses difficultés économiques de 1974 et 1982, la remise en question du discours socio-économique de la part des partisans de deux courants idéologiques bien distincts : le néo-libéralisme et le socio-communautaire. Les critiques issues de ces deux courants, malgré des divergences quant à leur diagnostic, convergent, aux yeux de l'auteur, par la contestation de l'intervention de l'État dans ses fondements, sa légitimité et ses résultats. La présente crise fiscale et économique révèle le fondement productiviste du modèle suédois, trace les limites du projet égalitariste et entraîne certaines distorsions ou glissements dans le système de protection sociale (p. 111). Ceci étant, il n'y aurait pas lieu de parler de déclin ou d'irréversibilité. Mieux vaudrait à la place évoquer une réorganisation ou une restructuration par l'intérieur. Ainsi, la sortie de crise de l'État-providence en Suède passerait moins par le désengagement de l'État au profit des mécanismes du marché que par la réappropriation des valeurs et des exigences du marché à l'intérieur des mécanismes de fonctionnement étatique (p. 13). Cette prise de position s'appuie sur les principales ca-

ractéristiques des mesures sociales mises en place, les modifications survenues sous l'influence de l'aggravation de la conjoncture économique et sur les conclusions susceptibles d'être dégagées.

Le premier chapitre porte sur la politique de l'emploi qui, c'est bien connu, a pour effet de procurer à la Suède des taux de sous-emploi que lui envie la majorité des puissances économiques occidentales. Après avoir situé dans une perspective historique l'avènement des différentes mesures adoptées au fil des ans, l'auteur donne une description de l'ensemble de l'administration du marché du travail en s'attardant sur des programmes particuliers tels ceux destinés aux travailleurs handicapés et aux jeunes travailleurs. Ces derniers programmes, qui grugent près des deux tiers des dépenses reliées à la politique de l'emploi, font, depuis un certain nombre d'années, l'objet de débats et de critiques. L'on apprend, par exemple, que les programmes pour les travailleurs handicapés font plutôt office de placements à long terme dans des secteurs protégés alors que les mesures destinées aux jeunes soulèvent l'insatisfaction des gouvernements locaux due à l'obligation d'assumer des charges rattachées à leur mise en pratique. Pour leur part, les entreprises ne manquent pas d'exprimer leurs griefs en présence d'obligations jugées de plus en plus lourdes dans un contexte de mondialisation des économies. Face au danger de la détérioration de la compétitivité des entreprises, se développe une tendance à considérer de plus en plus l'opportunité de réintroduire, à l'intérieur de la gestion étatique du social, des normes

associées aux exigences du marché (efficacité, rentabilité). En somme, les apparences étant trompeuses, en Suède comme ailleurs (dont chez nous, bien sûr, depuis plusieurs années) prend forme un discours qui se rapproche de la vision d'ensemble du milieu des affaires.

Un second chapitre traite, comme l'on devait s'y attendre, des services sociaux et de santé lesquels constituent l'élément le plus important des dépenses publiques. L'on y trouve des informations sur les services aux familles, aux personnes seules, âgées et handicapées et sur les services de garde. Ceux-ci ne sont pas gratuits. En effet, l'auteur nous informe que suivant les cas, des frais pouvant couvrir entre 10 et 25 % du coût réel sont exigés. L'insistance, là comme ailleurs, sur la désinstitutionnalisation ou sur la nécessité de retarder le plus possible l'entrée en milieu institutionnel, explique que les trois quarts de toutes les ressources sociales et médicales pour les personnes âgées vont à diverses formes d'aide. Par exemple, un service d'aide ménagère dit «les samaritaines» (faisant partie de ce que l'on désigne en France comme étant des «services de proximité»), financé à plus de 65 % par les collectivités locales, aide les personnes âgées à accomplir leurs tâches coutumières. Quant aux services de santé proprement dits, l'option de leur privatisation, selon l'auteur, fait partie du débat public depuis le début des années 80. Malgré les restrictions imposées par le gouvernement, le nombre de médecins s'adonnant à mi-temps à la pratique privée ne cesse de croître. Les adeptes de cette pratique reproche au service public son inefficacité et sa

déshumanisation. Or les difficultés budgétaires qui compromettent la marge de manœuvre des dépenses publiques n'améliorent en rien l'état de la situation. L'obligation de réduire le rythme de développement des services entrave la satisfaction des besoins. Pour plusieurs citoyens, les services sociaux signifient liste d'attente, manque de places, pénurie de main-d'œuvre et montée des coûts (p. 66). Oui, si l'herbe du voisin est encore verte, il faut y voir une teinte particulièrement pâle susceptible de nous faire accepter avec résignation les vicissitudes de nos propres politiques sociales.

Un troisième volet complète le triptyque conçu par l'auteur pour répondre à l'interrogation soulevée par le titre de l'ouvrage. Il aurait pu porter sur la répartition des revenus et nous préciser si, encore aujourd'hui, les plus grands magnats de la finance, après avoir répondu aux exigences de leur déclaration fiscale, ne gagnent guère plus que six fois que le plus humble ouvrier de l'une de leurs usines. Non, nous ne le saurons pas puisque le chapitre traite de la sécurité du revenu, autre grand sujet d'actualité au Québec (réforme du ministre Bourbeau) comme en France (adoption d'un revenu minimum d'insertion). L'auteur, ne manque pas d'observer que, tout comme l'ensemble du système de protection sociale, la sécurité du revenu en Suède est considérée comme un droit et se définit en termes d'universalité, d'égalité et de solidarité. Plusieurs tableaux permettent au lecteur d'obtenir des informations sur l'importance des différentes dépenses encourues pour répondre aux besoins des plus démunis

de la société, en Suède et dans d'autres pays dont le Canada. Différentes sections du chapitre se rapportent aux allocations-vieillesse, aux allocations-maladie, aux allocations familiales et parentales et à l'assistance sociale. L'auteur nous apprend que jusqu'en 1956, les bénéficiaires de cette dernière forme d'assistance n'avaient pas le droit de vote et... devaient demander la permission aux autorités pour se marier (faut-il croire que l'essai de T. R. Malthus sur la théorie de la population avait fait de nombreux adeptes au pays des Vikings?).

Le dernier chapitre, portant sur les critiques du modèle, par son caractère moins descriptif que les trois précédents, s'avère le plus intéressant de l'ouvrage. Une première section met en évidence la critique néo-libérale, bien connue de ce côté-ci de l'Atlantique depuis l'avènement de la reaganomique. Pour ses porte-parole, le modèle suédois n'est plus porteur de développement mais plutôt de déclin, de sclérose, voire même de désindustrialisation. Là aussi on ne manque pas d'évoquer que les salaires dans le secteur public tracent la voie à ceux du secteur privé. En conséquence, la solution à tous les maux qui affligent le pays se présenterait sous la forme d'un retour aux lois du marché où la sécurité du revenu est garantie par les régimes d'assurance privée ainsi que par une privatisation et une dérégulation du dispositif des services sociaux. À l'opposé se situe la critique socio-communautaire, *i.e.* du secteur associatif, désigné parfois comme étant le «troisième secteur».

De ce courant émane une prise de position envers une décentralisation susceptible de redonner la responsa-

bilité des services aux diverses formes volontaires et communautaires d'action sociale. Avec un tel scénario, la responsabilité de l'État se limiterait au desserrement des cordons de sa bourse... Ici, l'auteur signale l'apport précieux du tiers secteur non marchand que certains de mes propres écrits ont fait ressortir en ce qui regarde le Québec. Comment ne pas être d'accord avec une affirmation voulant que la qualité de la vie passe par le renforcement et le développement des réseaux de solidarité, de voisinage ou de proximité, le tout conduisant au remplacement des valeurs de compétition par celles de l'entraide. Cependant, je ne peux m'empêcher de m'interroger sur la pertinence d'une longue citation de Solange Passaris dont les travaux portent essentiellement sur le secteur associatif en France. Probablement, une courtoisie envers une bonne vieille connaissance. Enfin, dans sa conclusion, l'auteur traite de la «nouvelle» politique économique (à chacun sa NEP) en prenant soin de signaler qu'il ne s'agit pas d'une troisième voie entre le capitalisme et le communisme mais entre les politiques restrictives à la Thatcher et l'expansionnisme à la Mitterrand (du début du premier septennat).

Si ce volume de dimension modeste répond à un besoin grâce à l'importance de l'information accumulée par son auteur, ce dernier, par ailleurs, en voulant trop s'appuyer sur ses différentes sources, a alourdi son texte par un déluge de citations. En effet, parfois l'on trouve pas moins de trois citations par page, comme si l'on était en présence d'un rapport destiné à inviter le lecteur à se faire une opinion plutôt que de le faire bénéficier

de celle de l'auteur. Aussi, malgré l'abondance des sources d'information, une impression se dégage qu'elles ne peuvent qu'être partielles et que, si le modèle suédois va quelque part, l'on n'en connaît pas vraiment la direction. Fort probablement, il n'était dans l'intention de l'auteur de le préciser.

André JOYAL

*Département d'économie
Université du Québec à Trois-Rivières.*

LINIGER-GOUMAZ, Max. *Paroles d'Helvétie. Europe : L'accent suisse.* La Chaux (Suisse), Les Éditions du Temps, 1990, 196p.

Voici un livre, mince (moins de 200 pages) mais dense, et suscitant de nombreuses réflexions. Son auteur, le Professeur Max Liniger-Goumaz avait écrit, en 1964, un court essai sur «La Suisse, sa neutralité et l'Europe». Une Europe alors encore incertaine car la CEE ne comportait que les six États héritiers de l'Empire carolingien. Europe de l'Est, sous contrôle soviétique, Europe méditerranéenne (péninsule ibérique et Grèce) en régimes dictatoriaux, Europe du Nord (Îles britanniques et Scandinavie) dans une expectative plutôt méfiante, formaient un entourage dans l'ensemble assez peu favorable à la nouvelle expérience supra-étatique.

Mais, un quart de siècle après, les conditions ont changé. L'Europe de l'Est a entamé un processus de rejet des régimes socialistes dont on ignore encore où il aboutira. Portugal, Espa-

gne, Grèce sont devenus des démocraties et ont rejoint la CEE. Trois États de l'Europe du Nord sont également devenus membres de la CEE : Royaume-Uni, Irlande et Danemark, ne laissant à part que le bloc scandinave : Suède, Norvège, Finlande. Au centre de cette nouvelle Europe, un noyau neutre (encore que leurs neutralités soient différentes) : Autriche et Suisse.

Les Éditions du Temps ont donc pensé qu'il serait utile et intéressant de demander à M. Liniger-Goumaz de poursuivre ses réflexions sur l'Europe et la Suisse, à l'aube de cette année 1991 qui marquera le septième centenaire du Pacte fondamental suisse.

D'où les deux parties du livre : l'adolescence (1964) et l'âge mûr (1990); la première traduisant, dans l'ensemble, un refus de la Suisse de conclure un accord avec la CEE; la seconde, plus nuancée, recherchant un cadre de relations respectant toutefois les particularités suisses. En d'autres termes, M. Liniger-Goumaz est passé du «non» au «peut-être», ou même au «oui, mais», reconnaissant (p. 48) que la Suisse aurait besoin, quels que soient ses succès réels, d'une «sève nouvelle».

Les commentaires de l'auteur feront probablement grincer des dents à bien des Européanistes, d'autant plus que ces commentaires ne sont pas totalement exempts d'une certaine vanité nationale. Mais ils mettent bien évidence LA question fondamentale : Europe intégrée ou Europe des patries. Pour M. Liniger-Goumaz, «l'Europe est un ensemble de peuples qui souhaitent garder l'essence de leur